

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 28 – du 6 juillet au 13 juillet 2023

ZOOM SUR : LANCEMENT DU MÉGAPROJET MULTI-ÉNERGIES DE TOTALÉNERGIES, L'INVESTISSEMENT « ÉTRANGER » LE PLUS IMPORTANT EN IRAK.

Une cérémonie de signature s'est tenue le 10 juillet à Bagdad entre le Vice-Premier Ministre en charge de l'Énergie et Ministre du Pétrole, Hayyan Abdul Ghani, et Patrick Pouyanné, Président-Directeur Général de TotalEnergies, marquant la mise en œuvre effective du mégaprojet multi-énergies de TotalEnergies, après près de deux ans de négociations.

L'investissement, d'un montant initial de 10 Md\$ (dont le montant devrait atteindre 27 Md\$ en incluant les coûts d'opération sur 30 ans), comprend le GGIP (*Gas Growth Integrated Project*) et la construction d'une centrale solaire géante de 1 GW. Les trois composantes du GGIP sont (i) la construction d'une usine de traitement et de valorisation du gaz associé, aujourd'hui torché, (ii) la construction d'une centrale de dessalement de l'eau de mer dans le Chatt-el-Arab pour approvisionner l'industrie pétrolière et (iii) le développement du champ de Ratawi.

LE CHIFFRE À RETENIR

27 MDS\$

MONTANT ESTIMÉ DE
L'INVESTISSEMENT



Pour mémoire, le Conseil des ministres avait donné son feu vert le 4 avril à ce mégaprojet sur la base d'une participation de l'État irakien à hauteur de 30% au GGIP, aux côtés de TotalEnergies (45%) et de QatarEnergy (25%). L'entreprise saoudienne ACWA participera au projet de centrale solaire.

Le projet de traitement du gaz associé contribuera à la stratégie irakienne de suppression du torchage du gaz d'ici 2030, dans une logique économique de réduction des émissions de CO2 et d'amélioration de la qualité de l'air. L'usine de dessalement contribuera, quant à elle, à diminuer la pression de l'industrie pétrolière sur des ressources en eau dans un contexte de stress hydrique croissant. La centrale solaire sera le premier projet de centrale photovoltaïque d'envergure dans le pays, confirmant la

volonté de l'Irak de développer la filière solaire avec l'objectif de 12 GW installés formulé lors de la Conférence de Bassora sur le climat en mars 2023. La valorisation des ressources gazières et le développement de l'énergie solaire s'inscrivent également dans la volonté de l'Irak de renforcer son autonomie énergétique en réduisant sa dépendance aux approvisionnements gaziers iraniens, dont le pays dépend pour près d'un tiers de sa consommation d'électricité.

Par le dénouement positif de ce mégaprojet, le gouvernement al-Soudani envoie ainsi un signal positif d'ouverture de l'Irak aux sociétés étrangères et marque un succès stratégique pour le pays, tant sur le plan de l'autonomie énergétique qu'au regard des enjeux climatiques et de santé publique.

Service Économique de Bagdad



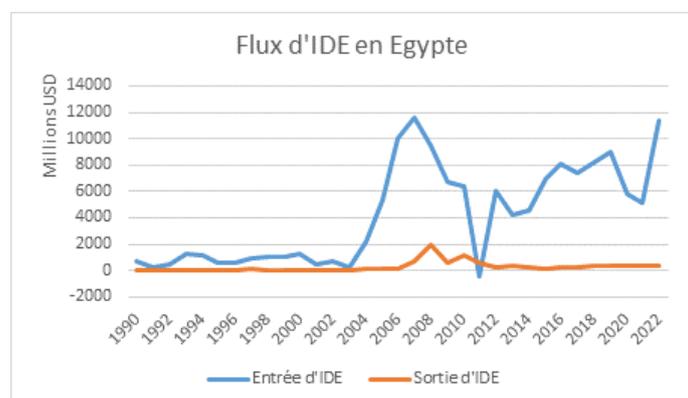
ÉGYPTE

1. L'ÉGYPTE ANNONCE LA VENTE D'ACTIFS PUBLICS D'UNE VALEUR DE 1,9 MD \$.

Lors d'une conférence de presse accordée le 11 juillet 2023, le Premier Ministre égyptien Moustafa Madbouli et la Ministre de la Planification Hala al Saïd ont annoncé la vente de participations publiques dans cinq entreprises pour un total de 1,9 Md USD dont 1,7 Md USD en devise et l'équivalent de 250 M USD en EGP (7 Mds EGP). Ces entreprises des secteurs de la sidérurgie (Al Ezz Dekheila, filiale d'Ezz Steel), de l'hôtellerie (groupe d'Icon Investments, filiale du groupe Talaat Moustafa) et de la pétrochimie (Ethycos, Elab, EDC) viennent donc s'ajouter aux deux entreprises Pachin et Telecom Egypt dont les participations publiques avaient été vendues en mai 2023 pour un total de 153 M USD. Pour mémoire, les recettes attendues des cessions de participations publiques s'élèvent à 8,7 Mds USD sur la durée du programme FMI mis en place en décembre dernier (dont 2 Mds USD en 2022/23 et 4,6 Mds USD en 2023/24).

2. DOUBLEMENT DES FLUX ENTRANTS D'IDE EN 2022.

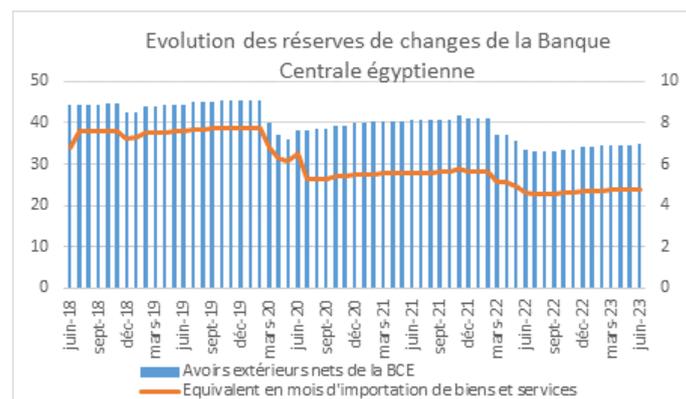
Selon le [rapport annuel de la CNUCED](#), l'Égypte a vu les flux entrants plus que doubler pour atteindre 11 Mds USD en 2022 grâce à une augmentation des fusions et acquisitions. L'Égypte attire ainsi 76 % des IDE de la région Afrique du Nord et 25 % des IDE en Afrique. Le pays se situe à la septième place des investissements reçus dans les énergies renouvelables parmi les pays émergents avec plus de 40 Mds USD investis.



3. AUGMENTATION DE 130 M \$ DES RÉSERVES DE CHANGE

Selon les [chiffres de la Banque Centrale d'Égypte \(BCE\)](#), les réserves de change ont augmenté pour le

neuvième mois consécutif pour atteindre 34,81 Mds USD en juin, contre 34,66 Mds le mois dernier. Les réserves couvrent au mois de juin 4,8 mois d'importation de biens et services, demeurant ainsi stables par rapport au mois de mai.

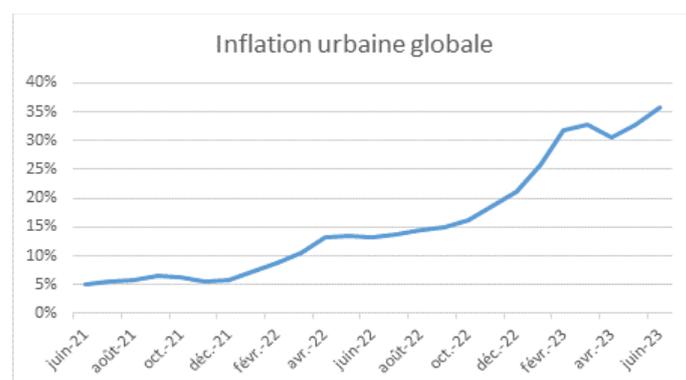


4. TOURISME RECORD AU 1^{ER} SEMESTRE 2023

L'Égypte a accueilli plus de 7 millions de touristes au S1 2023, soit une augmentation de plus de 40 % par rapport au S1 2022. Le pays semble sur la bonne voie pour atteindre l'objectif annoncé par le ministère du Tourisme d'accueillir 15 millions de touristes cette année. Pour rappel, le tourisme constitue la deuxième source de devises du pays la stratégie du gouvernement vise à attirer 30 millions de touristes d'ici 2028 et ainsi tripler les recettes du secteur.

5. L'INFLATION ATTEINT UN NIVEAU RECORD (+35,7%).

Selon les [données publiées par la BCE](#), l'inflation urbaine a atteint un niveau record de 35,7 % en juin contre 32,7 % en mai. L'impact des multiples mouvements de dépréciation de la livre égyptienne (EGP), le pic saisonnier de demande en raison des fêtes de l'Aïd et un effet de base défavorable peuvent expliquer la montée en flèche des prix des denrées alimentaires (+ 65,9 % en g.a. en juin).





IRAK

1. CONCLUSION D'UN ACCORD D'ÉCHANGE « PÉTROLE-GAZ » ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.

Le Premier Ministre irakien a publiquement annoncé le 11 juillet au soir la conclusion d'un accord entre Bagdad et Téhéran pour échanger du gaz importé d'Iran contre du pétrole brut irakien pour assurer les livraisons de gaz iranien à l'Irak. L'Iran – qui fournit en moyenne plus d'un tiers de l'électricité de l'Irak – avait décidé début juillet de réduire de moitié son gaz exporté vers l'Irak à destination des centrales électriques (-5 000 MW) et de mettre à l'arrêt les trois lignes d'interconnexion électrique (-1000 MW). Cela a fait chuter la production d'électricité en Irak, laquelle est passée de 26 000 MW à 20 600 MW en quelques jours, aggravant une pénurie déjà existante avec une demande évaluée à 34 000 MW. Pour justifier sa décision, Téhéran avait argué d'une accumulation d'impayés de Bagdad. Alors que l'Iran est sous sanctions secondaires américaines depuis 2018, l'Irak bénéficie d'exemptions renouvelées des Etats-Unis à intervalles irréguliers pour autoriser les règlements de ses factures de gaz à l'Iran via un compte hébergé à la *Trade Banq of Iraq* (TBI), dont les montants sont dédiés à l'importation par l'Iran de produits agro-alimentaires et pharmaceutiques. Les retards de paiement irakiens en raison de ces lourdeurs administratives poussent fréquemment Téhéran à stopper ses approvisionnements. Si le ministère de l'Électricité avait reconfirmé le 10 juillet avoir bien versé l'intégralité des montants dus sur le compte à la TBI, certaines complications dues à « l'absence d'approbation des États-Unis pour le transfert de fonds vers l'Iran », d'après le Premier Ministre al-Soudani, retarderaient les paiements. Alors que les températures devraient dépasser les 50°C dans le sud de l'Irak la semaine prochaine, cet accord permettrait dès lors à Bagdad une certaine continuité du paiement de ses besoins d'importation évitant ainsi les coupures fréquentes de Téhéran. Lors de son allocution publique, le Premier Ministre a par ailleurs souligné que les projets gaziers nationaux lancés, notamment le cinquième cycle d'octroi de licences (brèves du 30/06) et le mégaprojet de TotalEnergies (cf. Zoom du jour) assureront à moyen-terme l'autonomie de l'Irak en matière de gaz.

2. NOUVEL ACTEUR CHINOIS DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION.

La société irakienne Samawa Industries a annoncé avoir conclu un accord avec la société chinoise Sinoma pour la construction d'une cimenterie dans le gouvernorat de Muthanna, dans le sud de l'Irak. Le montant du contrat conclu entre Samawa et Sinoma s'élève à 200 M\$. L'usine, qui sera opérationnelle dès 2025, est d'une capacité annuelle de 2 M de tonnes. Ce projet est le premier en Irak de la société chinoise, qui a déjà plusieurs références en Arabie Saoudite, en Égypte, aux Émirats Arabes Unis et en Amérique du Sud. La cimenterie de Muthanna sera l'une des plus grandes installations du pays en termes de capacité de production – derrière celles de Lafarge d'une capacité de 2,2 M de tonne (Kerbala) et de 2,4 M de tonnes (Bazian).

IRAN

1. LA HAUSSE DU « PIB INDUSTRIEL » N'AURAIT PAS D'INFLUENCE DIRECTE SUR L'EMPLOI.

Selon le Centre national des statistiques, le taux d'activité serait passé de 43,3% à 44,5% entre 2016-2018 (levée des sanctions), puis aurait diminué de 44,5% à 40,9% entre 2018-2022 (retrait américain du JCPOA). Au cours de la période 2016-2022, le taux de chômage aurait baissé de 12,4% à 9% et le taux d'emploi des travailleurs industriels serait passé de 31,9% à 33,6. Malgré la chute de la croissance du PIB hors pétrole de 9,3% (2016) à 4,5% (2022) et la baisse de la valeur ajoutée du secteur industriel de 5,1% (2016) à 4,4% (2022), le taux d'emploi de ce dernier aurait augmenté, ce qui semble indiquer que la hausse du PIB industriel n'a pas impacté l'emploi. Cette évolution résulterait de deux facteurs : d'une part, la détérioration du contexte économique imputable aux sanctions ; d'autre part le choix de concentrer l'investissement sur les activités à forte intensité capitaliste. Les industries agroalimentaires, automobile, textiles, minière et plasturgique auraient bénéficié du taux d'emploi le plus élevé au cours de cette période.

2. L'INFLATION, 1^{ÈRE} PRIORITÉ MACROÉCONOMIQUE POUR LES ANNÉES À VENIR.

D'après le centre de recherche du Majlis, la lutte contre l'inflation demeure, et pour longtemps, la priorité macroéconomique de l'État, le niveau de la masse monétaire (croissance de 39% en g.a en



2021/2022) et la stratégie du secteur bancaire constituant les indicateurs-clé. Seront particulièrement surveillées les banques qui **i)** ont des comptes en capital négatif et des pertes cumulées élevées, **ii)** ont un taux excessif de prêts non performants (supérieur à 50%), **iii)** sont fortement dépendantes des flux de trésorerie du marché interbancaire et de la banque centrale, **iv)** étaient déficitaires en 2021/2022, **v)** allouent une part considérable de leurs crédits à leurs affiliés au lieu des personnes physiques **vi)** détiennent une grande partie de la dette de l'État (dette publique).

ISRAËL

1. INVESTISSEMENT IMMOBILIER ISRAËLIEN À L'ÉTRANGER.

Israël investit dans l'immobilier à l'étranger au rythme annuel de 2 à 2,5 Mds USD depuis environ 10 ans et la hausse récente de l'inflation ne semble pas remettre en question cette tendance. L'essentiel de ces investissements se porte sur de l'immobilier professionnel (industriel, de bureau, hôtelier ou commercial) mais aussi le marché immobilier résidentiel en Europe ou en Amérique du Nord (15%). En France les deux investissements israéliens les plus importants sont immobiliers, un complexe de bureaux à La Défense et l'hôtel Lutetia à Paris.

2. LE TOURISME PEINE À RETROUVER SON NIVEAU D'AVANT LA CRISE SANITAIRE.

Le tourisme entrant a un poids très limité dans l'économie israélienne (sans doute pas plus de 1,5% du PIB pour le tourisme étranger). En outre, la fréquentation n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie de Covid. La baisse est de 13% entre le S1 2019 et celui de 2023 au cours duquel 2,11 millions de visiteurs étrangers ont été comptabilisés entrant en Israël. À l'inverse, sur la même période, ce sont 4,5 millions de voyages à l'étranger qui ont été effectués par les Israéliens, c'est nettement au-dessus des niveaux enregistrés avant la pandémie.

3. ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES D'IMPORTATION.

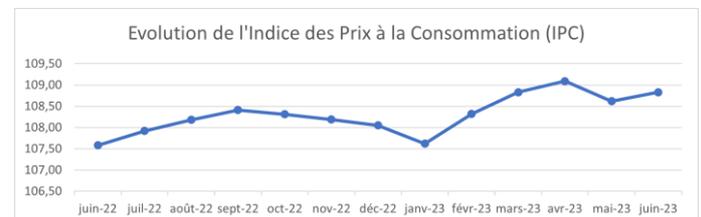
Les autorités israéliennes viennent d'étendre jusqu'au 31 décembre 2023 la période probatoire durant laquelle le matériel et équipement médical certifié UE peut entrer librement en Israël. Les autorités israéliennes ont mis en œuvre une politique visant à accepter les normes et standards

européens dans de très nombreux domaines. L'objectif est de faire baisser les prix au consommateur en facilitant et en accélérant les procédures d'importation.

JORDANIE

1. RALENTISSEMENT DE L'INFLATION EN JUIN 2023.

Selon les chiffres publiés par le Département des statistiques (DoS) et calculé en glissement annuel (g.a.), le taux d'inflation s'est élevé à 1,17 % à la fin du mois de juin 2023 par rapport au même mois de 2022. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 108,83 en juin 2023 contre 107,58 en juin 2022. Calculé en moyenne, le taux d'inflation s'élève à 2,98 % au premier semestre de 2023 par rapport au premier semestre de 2022. Cette hausse résulte de l'augmentation des prix dans les catégories suivantes : « combustibles et l'éclairage » (+15,5 %), « culture et loisirs » (+9,1 %), « meubles, tapis et couvres lits » (+8,52 %), « produits laitiers et œufs » (+8,38 %) et « santé » (+5,56 %).



2. LANCEMENT DE LA PLATEFORME « INVEST IN JORDAN ».

Le ministère de l'Investissement (MoIN) a lancé officiellement la plateforme [Invest in Jordan](#). Réalisée en collaboration avec le ministère de l'Économie Numérique et de l'Entrepreneuriat (MoDEE), en arabe et en anglais, elle présente 21 opportunités d'investissement pour une valeur estimée à 1 Md JOD (environ 1,25 Md€) dans 8 secteurs d'investissement prioritaires. Elle a pour objectif de faciliter la communication avec les investisseurs locaux et internationaux, en leur fournissant le cadre réglementaire, les procédures d'enregistrement des projets ainsi que les incitations fiscales et non-fiscales. Le MoIN a déclaré que des études sectorielles et des opportunités d'investissement supplémentaires seraient régulièrement ajoutées à partir du mois prochain.



LIBAN

1. REPRISE DE L'ACTIVITÉ DANS LE SECTEUR DE LA RESTAURATION.

Après une baisse durant plus de trois ans, le nombre de restaurants, bars et cafés a augmenté de 30,6 % en 2023 contre 17,9 % en 2019. 233 nouvelles enseignes ont été inaugurées cette année dans 11 zones.

Cependant, le nombre total des restaurants a diminué de 25 % à Beyrouth en comparaison avec 2019, et la capacité d'accueil a baissé de 23,5 %.

En 2023, le Liban compte plus de 720 enseignes Food and Beverage contre 977 en 2019 et 942 en 2018. On compte 37 enseignes de cuisine asiatique, 102 de cuisine européenne, 360 de cuisine internationale, 164 de cuisine arabe et 72 de cuisine américaine.

Le centre-ville (downtown) de Beyrouth continue de se contracter avec une baisse de ses enseignes de 71,3 % depuis 2019. De même à Hamra où 68 établissements ont fermé depuis 2019 alors qu'à Gemmayzé les enseignes ont augmenté de 55% en 2023, contre 46 % à Mar Mikhaël et 24 % à Sassine.

Cette reprise s'accompagne d'un rebond du tourisme avec un taux de réservation proche des 100 % pour les hôtels beyrouthins.

2. MERIT INVEST ET COLIS PRIVÉ (CMA-CGM) DEVRAIENT REMPORTE L'APPEL D'OFFRES POUR LA GESTION DES SERVICE POSTAUX.

Merit Invest (holding de la famille Saadé, qui contrôle CMA CGM) et Colis Privé ont déposé l'unique offre ce mercredi dans le cadre de l'appel d'offres pour la gestion des services postaux libanais, après que deux premiers appels d'offres similaires aient été annulés depuis octobre 2022. Le Ministre des Télécoms attend l'avis de l'Autorité des marchés publics avant d'annoncer l'attribution de ce contrat.

Merit Invest a déposé son offre avec Colis Privé, acquis en 2022 par CMA CGM, et en s'appuyant sur un protocole d'entente avec La Poste qui apportera une assistance technique sur la durée du contrat. Trois autres sociétés avaient retiré le cahier des charges : Ghana Post Company, Trust Trading et CCOM Holding.

Sauf blocage de dernière minute, les deux sociétés devraient donc remplacer LibanPost, qui gère les services postaux libanais depuis 1998. Cette activité permettra au géant français de la logistique de maîtriser la chaîne jusqu'au destinataire final. Dans la corbeille également, une licence bancaire détenue par LibanPost mais pas exploitée jusque-là.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH